

Ecrit par le 17 février 2026

Au pied du Ventoux, moines et viticulteurs travaillent main dans la main



Dans le Ventoux, les viticulteurs peuvent compter sur l'aide des moines du Barroux. Des cuvées mixtes sont en effet commercialisées depuis 2016.

L'abbaye Sainte-Madeleine du Barroux accueille depuis les années 1980 une communauté bénédictine. Comme dans beaucoup de monastères, les journées des religieux s'articulent entre prière et travail manuel. Au Barroux, les religieux ont choisi de produire du pain, de l'huile d'olive ainsi que des vins. Autant d'activités qui leur permettent de générer des revenus afin de subvenir à leurs besoins.

Une démarche solidaire

En 2015, les religieux-vignerons ont décidé de jouer collectif. Il faut dire que les rendements viticoles ne sont ici guère élevés, en raison notamment du parcellaire morcelé et du temps de travail réalisé. « Nous

Ecrit par le 17 février 2026

voulions aider notre territoire. Nous avons donc décidé, avec les vignerons du canton de Malaucène, de créer des cuvées mixtes, produites à partir des raisins de l'abbaye et ceux des viticulteurs », explique-t-on volontiers. La démarche se veut solitaire et vise à en faire profiter tous les acteurs de la filière : les viticulteurs, mais aussi les pépiniéristes, les concessionnaires, les entrepreneurs de travaux agricoles, etc. Voilà ainsi la genèse de ce programme baptisé '[Via Caritatis](#)'.

+120% des ventes en 2020

Les premières bouteilles ont ainsi été commercialisées en juillet 2016. Et force est de constater que le succès est au rendez-vous. Alors, certes, l'image monastique reste un argument de vente. Mais cela ne fait pas tout. Ces cuvées se veulent être en effet très qualitatives. Les moines et les viticulteurs se sont ainsi entourés de l'œnologue [Philippe Cambie](#). Histoire de commercialiser des bouteilles d'exception. Il s'en écoule 100 000 chaque année.

Mais les moines et les viticulteurs ont été touchés de plein fouet, comme beaucoup de professionnels, par la Covid-19. « L'année 2020 a été très compliquée. Il y a eu la fermeture des débouchés traditionnels. La CHR (cafés-hôtels-restaurants) représentait alors 90% des ventes », explique Gabriel Teissier, chargé du développement du vignoble Via Caritatis. Il a donc fallu trouver de nouveaux débouchés : ces cuvées mixtes ont ainsi trouvé preneurs au travers de la vente par correspondance auprès des particuliers. « Nous avons fait +120% de ventes malgré le contexte. »

Lors d'une opération, ce sont par exemple 17 000 bouteilles qui ont été commercialisées en 3 jours. « Nous sommes arrivés à mobiliser nos clients grâce à l'émotion. » Un important travail de communication a également été mené, au travers d'une campagne de promotion sur les médias sociaux ou encore grâce aux relations presse. « Nous sommes arrivés à mobiliser les gens. Ce sont des réseaux que nous souhaitons pérenniser. » En 2021, un nouvel appel a été lancé. L'objectif était de vendre 15 000 bouteilles en quelques jours (l'objectif a été atteint).

Export

Comme on le dit souvent, il ne faut pas mettre 'ses œufs dans le même panier'. C'est dans ce contexte que l'export est développé. Notamment aux États-Unis. « Nous travaillons avec un exportateur. Nous avons même créé un site internet dédié. Peu de domaines vitivinicoles mettent autant de moyens. »

Les bouteilles sont également commercialisées en Belgique ou encore en Allemagne. « On discute avec la Chine et l'Espagne. Ça se développe malgré le contexte économique. » D'ordinaire, les salons professionnels permettent de nouer des contacts. Mais en raison de la pandémie, beaucoup ont été annulés et reportés. « On avait initialement misé là-dessus. »

Un nouveau bâtiment ?

A ce jour, les différentes cuvées sont vinifiées à la cave coopérative de Beaumont-du-Ventoux (où adhèrent les viticulteurs du territoire). Les vins sont par la suite stockés dans différents lieux, à l'abbaye ou encore dans les locaux de [la société Invinova](#) à Sorgues. Une réflexion autour de la construction d'un nouveau bâtiment à la coopérative afin d'y installer un chai a été initiée. Néanmoins, ce projet est pour l'heure reporté en raison des incertitudes liées à la situation économique et la crise sanitaire.

Pertuis : Pellenc ST veut être une marque mondiale de l'économie circulaire



Le fabricant vauclusien de machines de tri optique a imaginé il y a 10 ans comment faire des centres de traitement des déchets de véritables acteurs de l'économie circulaire. Son nouveau site de production (10M€ d'investissement) se met en place et se prépare à doubler son activité grâce à une vision 'locale' de valorisation des gisements de matières.

« Boîte noire et gants blancs ». On dirait un spectacle de prestidigitatation. Toutes ces merveilles de technologie ébahissant nos esprits n'ont plus rien de commun avec les outils dont nous avions autrefois la maîtrise. Au moindre caprice, à plus petite panne, il faudra attendre, bras ballants, les mains expertes et gantées de techniciens spécialisés. « C'est exactement ce qu'on ne veut pas faire et ce qui rend notre

Ecrit par le 17 février 2026

approche si différente dans notre métier », pose Jean Hénin, le jeune président de Pellenc selective technologies (ST).

Ce métier - le tri industriel des déchets - confronté à la difficulté de l'organisation des filières, sort encore des limbes. Il était plus simple de remplir des incinérateurs en surcapacité et des centres de stockage de déchets que de les acheminer vers des centres de tri trop petits, trop chers. C'est ainsi qu'en 2015, trois quarts des déchets n'étaient donc toujours pas recyclés en France parce que la plupart des centres de tri ne pouvaient pas traiter plus de 10 000 tonnes par an. Et à un prix exorbitant, 40% plus chers que leurs homologues européens.

Des solutions de tri crédibles

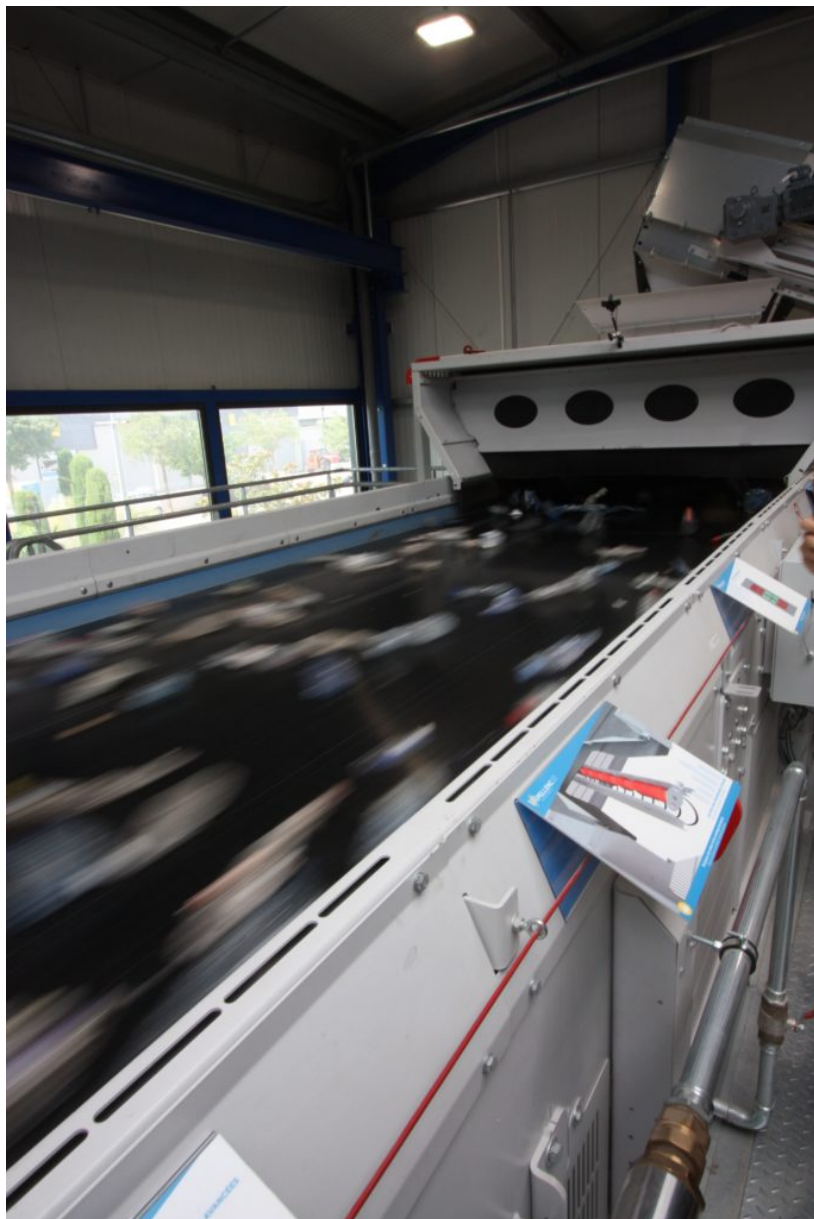
Depuis lors, de gros progrès ont été accomplis pour améliorer la disponibilité (temps effectif de fonctionnement) et les performances des machines, face à la nécessité - imposée par voie d'arsenal législatif - de traiter une plus grande fraction des gisements de déchet.

« La qualité du produit sortant doit être la plus parfaite possible pour que les industriels puissent l'utiliser sans trop de contraintes. C'est là que ça se joue », précise Jean Hénin. Il faut obtenir une matière plus pure, en moins de temps, pour créer des filières compétitives.

Dotés des dernières générations de capteurs, les convoyeurs de tri circulant à la vitesse de 2 à 4 mètres par seconde peuvent désormais détecter et isoler une seule et même matière avec un taux de pureté variant de 90 à 98%, contre 85% hier. Ces matières, comme le plastique, devenues plus facilement recyclables intéressent largement les industriels.

Pellenc ST n'a cessé de progresser depuis ces 6 dernières années, affichant une croissance annuelle de plus de 10% sur le marché des machines de tri optique dont elle est aujourd'hui le numéro deux mondial face à un Norvégien. Sa part de marché en France est de 50% et de 20% à l'étranger.

Ecrit par le 17 février 2026



Le plan 'ST 2025' concrétise une vision

C'est en apportant de la compétitivité à ses clients et des solutions de valorisation crédibles un peu partout dans le monde (30 pays) – nous allons voir comment – que l'entreprise vauclusienne a dégagé une nouvelle vision de son métier.

« Nous avons imaginé l'avenir à 10 ans, en tenant compte des deux évolutions majeures que sont la transformation énergétique et la nouvelle révolution industrielle. Dès 2015, nous avons donc cherché à fabriquer des machines intelligentes et connectées qui puissent répondre aux attentes spécifiques de chaque client, optimiser l'exploitation des sites et s'adapter à l'extension des consignes de tri. »

Le plan 'Pellenc ST 2025', se déploie aujourd'hui autour d'un projet d'aménagement et de modernisation

Ecrit par le 17 février 2026

du site de Pertuis qui frôle le doublement de sa surface grâce à un investissement de 10M€, dont 500 000€ apporté par la plan France Relance. Le tout ressemblera davantage à un campus qu'à un ensemble de hangars perdus dans une zone d'activité. Cette année, le centre d'innovation (1 350m²) ouvre ses portes ; en 2022 le centre de production et de logistique (2 200m²) permettra d'augmenter les capacités pour sortir 250 à 300 machines par an. Puis un centre de test et de formation accueillera, à partir de 2023, les clients et les publics extérieurs. Cet espace spécifique (900m²), vitrine industrielle française, servira à faire vivre la communication de la marque par des démonstrations auprès des clients, éco-organismes, écoles, exploitants de sites, etc.

L'économie circulaire est un travail de haute couture

Jérôme Bellavigna (Crossover Technologies, Pertuis), spécialiste de la gestion de données, explique le savoir-faire construit avec Pellenc ST depuis le lancement du plan. « Les machines peuvent prévenir les opérateurs avant une panne technique, jusqu'à 3 heures à l'avance, grâce à l'analyse des données de tri. Un algorithme prédictif prévient les casses, les bourrages, les usures à partir des données de tri archivées et des cas d'usage spécifiques à chaque machine ». Il devient même possible de connaître, en détail, la composition et la répartition du flux de déchet qui circule sur les convoyeurs. Et ce, dans chaque pays et dans chaque ville.

L'économie circulaire est un travail de haute couture, car « le déchet reste bien un produit local » confirme Jean Hénin et une question de proximité. « Nous connaissons bien nos clients, 60% ont un contrat de service qui permet de nous contacter H24 pour les aider à résoudre les problèmes de production. Nous sommes en appui de leur intervention, mais nous n'en sommes jamais le fil rouge ». Les opérateurs - formés par Pellenc ST - peuvent donc intervenir facilement et cibler leurs actions pour maintenir un fonctionnement fluide et optimisé de leur machine de tri (gamme Mistral+).

Sur un marché en croissance de 10 à 15% par an, s'ouvrant au recyclage des textiles, Pellenc ST a déjà prévu de créer 75 emplois d'ici 2024 après avoir embauché 40 personnes l'an dernier. Son chiffre d'affaire de 45M€ en 2020 devrait doubler d'ici 2025.

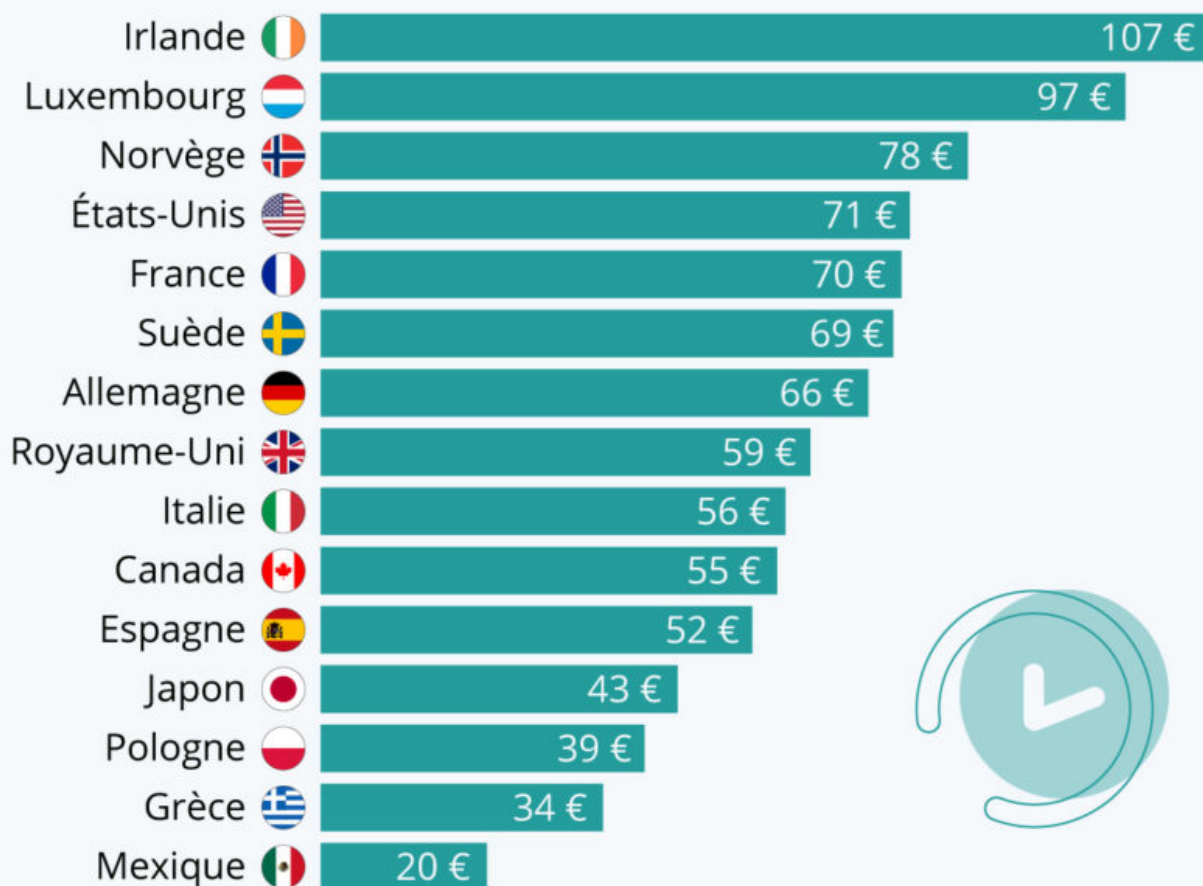
L'histoire des déchets, étudiée par la rudologie, nous enseignera peut-être un jour que l'intelligence artificielle a rendu possible le recyclage à une bien plus grande échelle que ne le faisaient nos valeureux chiffonniers de jadis. Avec un avantage spécifique à la technologie : « plus on récupère de matière, plus on s'améliore ». Et c'est moins pénible pour les gens.

Où la productivité horaire est-elle la plus (et la moins) élevée ?

Ecrit par le 17 février 2026

Quelle productivité pour une heure travaillée ?

Contribution au PIB par personne et heure travaillée dans les pays sélectionnés en 2020 *



* À prix courants et parité de pouvoir d'achat. Conversion du dollar à l'euro au taux de change moyen en 2020. Données arrondies.

Source : OCDE



statista

Ecrit par le 17 février 2026

En remettant à plat notre [façon de travailler](#), la pandémie pourrait bien redonner de la vigueur à l'idée de la semaine de travail de 32 heures. Déjà expérimentée dans plusieurs pays nordiques (Suède, Islande,...), d'autres États, comme [l'Espagne et le Japon](#), réfléchissent actuellement à mener des tests allant dans le sens d'une réduction du temps de travail. Les partisans de la semaine de 32 heures avancent que cette mesure permettrait une création massive d'emplois, sans impacter la productivité économique.

Le PIB par heure travaillée est l'un des indicateurs utilisés par les économistes pour mesurer la productivité du travail dans un pays, ainsi que l'efficacité avec laquelle le facteur travail et d'autres facteurs de production interviennent dans le processus de [création de richesse](#). Comme le révèlent les dernières [données de l'OCDE](#), si l'on calcule la productivité moyenne en divisant le produit intérieur brut, c'est-à-dire la valeur annuelle des biens et services produits, par le nombre total d'heures travaillées, alors on constate que la France se situe au dessus de la moyenne des pays développés en matière de productivité horaire. La contribution moyenne des employés français au PIB est estimée à environ 70 € par heure en 2020, soit à peu près au même niveau qu'aux [États-Unis](#) et en [Allemagne](#).

Plusieurs facteurs peuvent influencer cet indicateur. On remarque, par exemple, que les économies de petite taille ou à faible population qui reposent sur des structures productives spécifiques ont tendance à obtenir les valeurs de PIB par heure travaillée les plus élevées. Le trio de tête de L'OCDE est ainsi constitué de l'Irlande (107 €/heure), du Luxembourg (97 €/heure) et de la Norvège (78 €/heure). Ces résultats tordent également le cou à l'idée reçue selon laquelle la durée du travail serait un facteur déterminant pour obtenir une productivité élevée. En effet, ce sont les pays où la [moyenne annuelle d'heures travaillées](#) est la plus haute qui ont tendance à se retrouver en bas du classement, et inversement.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

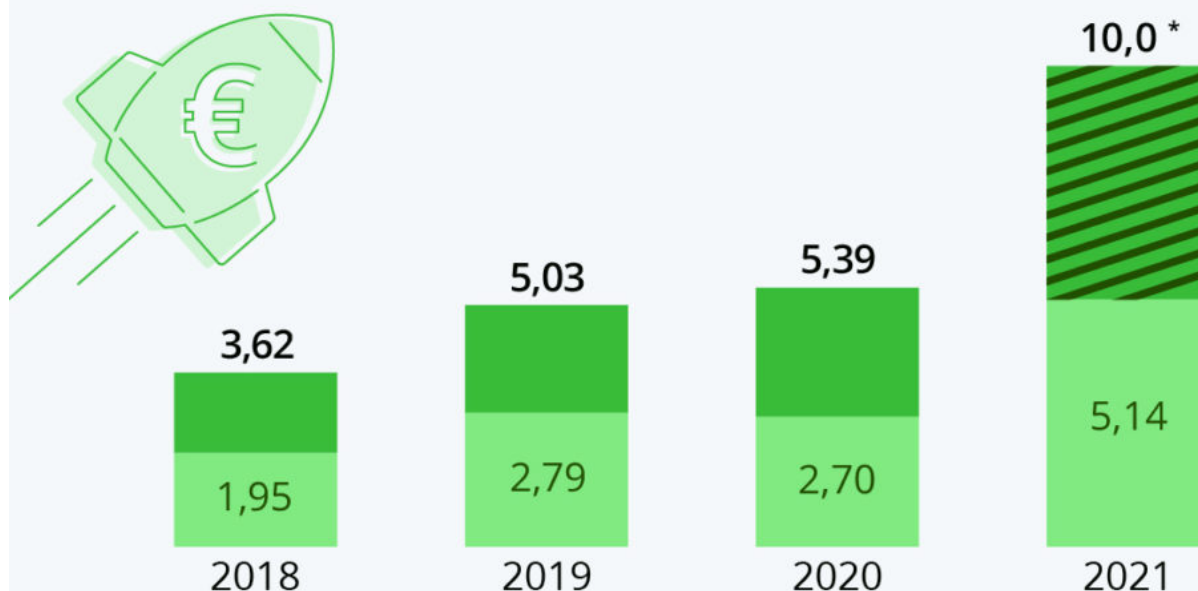
La French Tech s'envole vers un nouveau record

Ecrit par le 17 février 2026

La French Tech vise le cap des 10 milliards d'euros

Montant total des fonds de capital-risque levés par les startups françaises, en milliards d'euros

■ 1er semestre ■ 2e semestre



* montant annuel attendu (prévisions pour le 2e semestre 2021).

Source : Baromètre EY



statista

Les six premiers mois de l'année 2021 ont été très prolifiques pour la [French Tech](#). Comme le révèle le dernier [baromètre EY](#), les startups françaises ont levé 5,14 milliards d'euros via le capital-risque au cours du premier semestre seulement, soit presque autant que sur l'ensemble de l'année 2020. Dans le Top 5 des levées de fond cette année, on retrouve les [licornes tricolores](#) Contentsquare (408 millions d'euros), Ledger (312 millions), IAD (300 millions), BackMarket (276 millions) et Alan (185 millions).

Ecrit par le 17 février 2026

Si un tel rythme de financement se poursuit pour les startups françaises ces prochains mois, le cap symbolique des 10 milliards de fonds levés devrait être franchi d'ici la fin de l'année. Comme l'expliquent les analystes d'EY, la France ne fait toutefois pas exception et les fonds récoltés grâce au [capital-risque](#) sont en progression un peu partout à travers le monde.

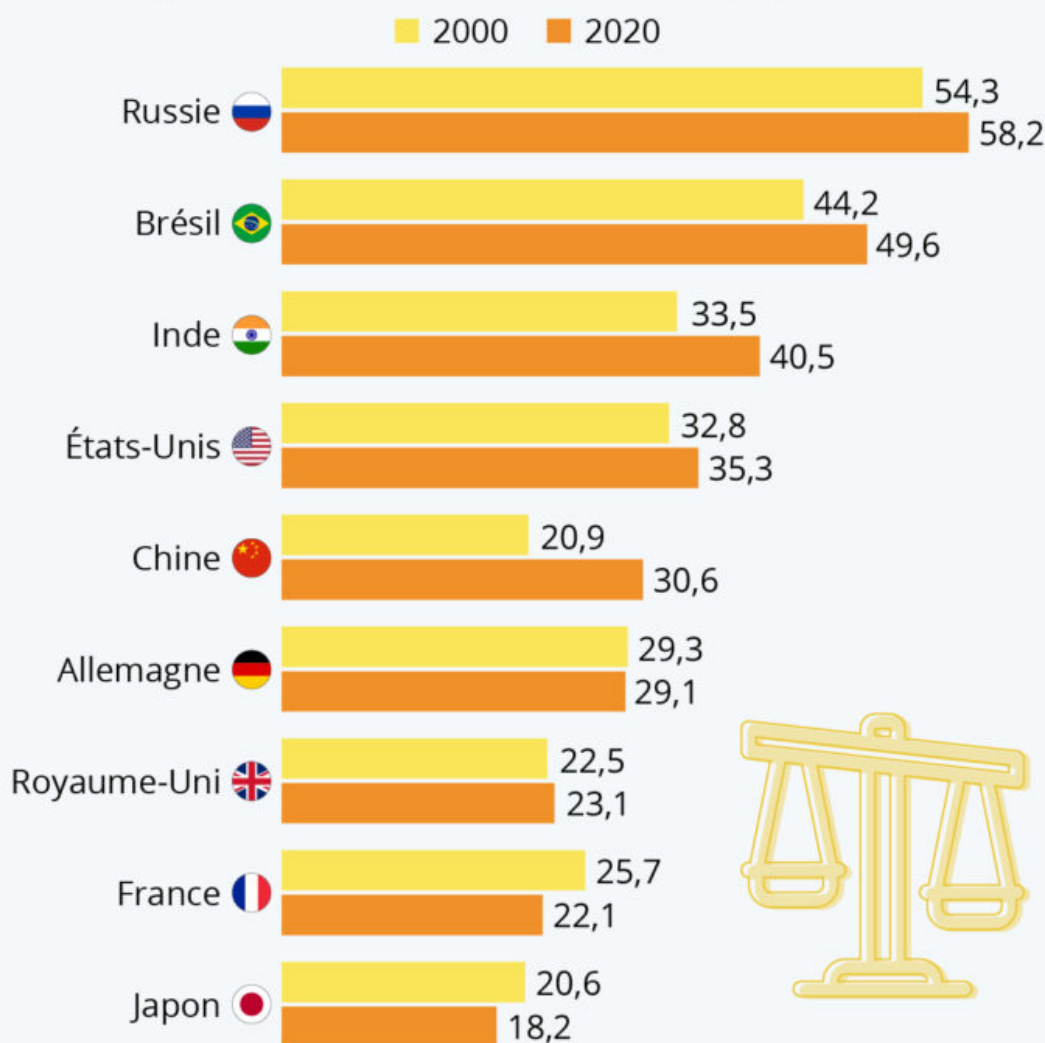
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

L'évolution des inégalités économiques au 21e siècle

Ecrit par le 17 février 2026

Quelle richesse détiennent les 1 % les plus riches ?

Part de la richesse nationale détenue par la tranche des 1 % les plus aisés dans une sélection de pays, en %



Source : Credit Suisse



statista

Ecrit par le 17 février 2026

« Prospérité commune », c'est l'un des mots d'ordre de la rentrée politique en Chine. Dans une réunion consacrée à l'économie en août, le président chinois Xi Jinping a appelé à une meilleure redistribution des richesses qui puisse « profiter à tous », promettant notamment un « ajustement » des revenus excessifs et une hausse des revenus les plus modestes. Comme le montre notre graphique, l'[essor économique fulgurant](#) de la Chine a fortement creusé les inégalités dans le pays ces dernières décennies.

D'après les [données](#) du Credit Suisse, les 1 % des Chinois les plus fortunés détenaient plus de 30 % de la richesse nationale en 2020, contre près de 21 % il y a vingt ans. De manière générale, on constate que les inégalités de revenus sont particulièrement marquées au sein des grandes puissances émergentes, mais la Chine est celle où elles ont le plus augmenté depuis le début du siècle. Parmi les BRICS, c'est toutefois en Russie et au Brésil que les inégalités sont les plus fortes : la tranche des 1 % les plus aisés y détenant la moitié (voire plus) des richesses en 2020.

Dans les économies à haut revenu, les États-Unis figurent parmi les pays les plus inégalitaires, avec plus de 35 % de la richesse nationale captée par les 1 % les plus fortunés. En comparaison, cette part s'élève à 29 % en Allemagne, 22 % en France et environ 18 % au Japon. On remarque aussi que la France et le Japon font partie des pays où le niveau d'[inégalités de revenus](#) a baissé par rapport à 2000. Néanmoins, cette tendance concernait essentiellement la décennie 2000-2010 et un retour à la hausse a été observé dans ces deux pays après 2010.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Bruno Le Maire : pas d'aides publiques pour les établissements qui ne respectent pas le pass sanitaire

Ecrit par le 17 février 2026



La sanction sera violente pour ceux qui refusent de contrôler le pass sanitaire. Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a déclaré le jeudi 19 août aux restaurateurs qui « ne veulent pas jouer le jeu du pass sanitaire », qu »ils n'auront droit à aucune aide de l'Etat. »

Face au mouvement de « désobéissance civile » de certains gérants de bars, restaurants, discothèques et cinémas, qui refusent de contrôler les passes sanitaires de leurs clients ou installent des terrasses « libres », le gouvernement hausse le ton. En déplacement à Bayonne, Bruno Le Maire tenait à diffuser un message « clair » : les entreprises récalcitrantes se verront couper toutes les aides.

« C'est le contribuable qui finance le fonds de solidarité, alors je ne vois pas comment expliquer au contribuable qu'il va financer des gens qui trichent. » Néanmoins, Bruno Le Maire reconnaît que pour certains secteurs, « l'application du passeport vaccinal peut poser des difficultés », tels que le monde culturel ou les cinémas, « où les chiffres restent inférieurs à ceux attendus ». Mais pas aucun privilège pour les fraudeurs : « Tous les abus, nous les repérons et nous les sanctionnons », a-t-il menacé.

La Région Paca financera des appareils

La [Région Provence-Alpes-Côte d'Azur \(Paca\)](#) va s'engager aux côtés de tous les professionnels des secteurs touchés par ces restrictions, à commencer par les restaurants, cafés, lieux de culture, espaces de loisirs... Pour palier cette difficulté et éviter les fermetures, la Région offrira dès la rentrée un cofinancement pour toute acquisition d'appareils de vérification du passe sanitaire à l'entrée des

Ecrit par le 17 février 2026

établissements.

« L'aide de la Région est la bienvenue, se félicite Bernard Marty, président de l'UMIH de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Nous voulons avant tout pouvoir garder nos établissements ouverts, et toute initiative qui pourra nous y aider est bonne à prendre. Certains de ces appareils sont également capables d'organiser la désinfection des mains, des objets, et la purification de l'air - on va s'organiser et tout faire pour rester ouverts ! »

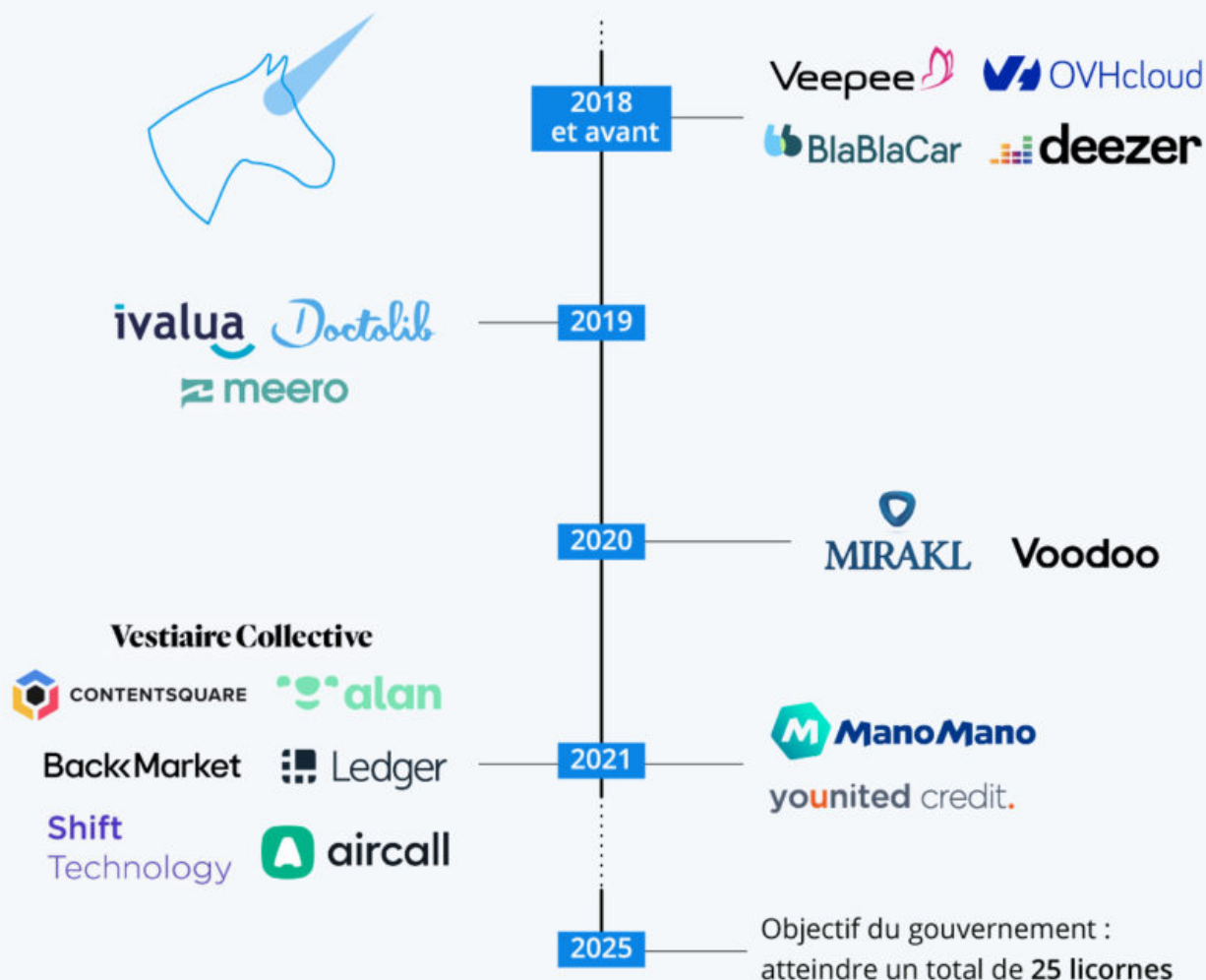
L.M.

2021, une année prolifique pour la French Tech

Ecrit par le 17 février 2026

Le boom des licornes françaises

Inventaire des licornes françaises selon l'année d'émergence *



* En date du 3 août 2021.

Licornes françaises : entreprises tech non cotées en bourse valorisées à plus d'un milliard de dollars et dont le siège social est situé en France.

Sources : Ministère de l'Économie, CB Insights, rapports médias



statista

Ecrit par le 17 février 2026

Avec l'entrée de ManoMano et Younited Credit dans le club des licornes françaises en juillet, la France héberge désormais 18 entreprises tech non cotées en bourse valorisées à plus d'un milliard de dollars. Si l'on compte les startups fondées en France mais qui ont déménagé par la suite, on peut également rajouter Dataiku, délocalisée à New-York en 2016, ainsi qu'Algolia, dont le siège social est basé à San-Francisco depuis 2014.

Comme le met en lumière notre infographie, 2021 est une année déjà très prolifique pour les licornes françaises. Les sept premiers mois de l'année ont ainsi vu émerger neuf représentants, soit autant que la totalité enregistrée au cours de la décennie ayant précédé. Les nouveaux entrants sont : Vestiaire Collective, Alan, Shift Technology, [Back Market](#), ContentSquare, Ledger et Aircall, rejoints récemment par ManoMano et Younited Credit.

Quant aux doyennes des licornes tricolores, elles ont aujourd'hui une vingtaine d'années et sont devenues des entreprises d'envergure internationale. Il s'agit du leader européen du Cloud, OVH, fondé en 1999, et du célèbre [site de ventes privées](#), Veepee (créé en 2001). La plupart des entreprises appartenant à cette liste sont toutefois relativement jeunes : plus de la moitié (11 sur 18) ont été lancées après 2010. Selon un [objectif](#) fixé par le gouvernement, la France avait pour ambition d'atteindre le cap des 25 licornes à l'horizon 2025, un objectif qui pourrait être validé bien avant si le rythme actuel se poursuit.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Un tiers des français déclarent être sous payés

Ecrit par le 17 février 2026



Le rapport d'[ADP](#) 'People at Work 2021 : l'étude Workforce View' réalisée auprès de plus de 32 000 salariés dans 17 pays, dont 1 920 en France, révèle que près d'un salarié français sur trois déclare regarder sa fiche de paie plus attentivement depuis qu'est survenue la crise du Covid-19.

Ecrit par le 17 février 2026

Des salariés plus attentifs que d'autres

Les jeunes de moins de 24 ans font désormais plus attention à leur fiche de paie : 34% déclarent ainsi regarder de plus près leur bulletin en fin de mois. C'est 9 points de plus que leurs aînés de plus de 45 ans (25%). Les salariés du secteur des Loisirs et de l'Hôtellerie eux aussi sont plus attentifs à leur fiche de paie : 4 sur 10 affirment la regarder de plus près depuis la crise. Ces chiffres peuvent s'expliquer par la situation compliquée des salariés de ce secteur fortement impactés par la crise sanitaire et dont beaucoup ont été mis en activité partielle. Il en est de même des salariés du domaine de l'immobilier (42%) et du BTP (37%) qui examinent leur rémunération plus attentivement depuis le début de la pandémie.

C'est le cas également pour les freelances qui font plus attention à leur net à payer par rapport aux salariés qui ont un contrat en CDI (35% vs 27%).

Des bulletins qui contiennent des erreurs

Si les salariés regardent plus attentivement leur net à payer, c'est aussi pour éviter les erreurs que peuvent contenir les bulletins de paie. Pour un tiers des salariés, ces erreurs sont en leur défaveur, puisque 33% déclarent être toujours, souvent ou parfois sous-payés. Un tiers affirme également être payés en retard (30%). Plus de la moitié (52%) des entreprises admet que les réclamations des salariés font partie des manières d'identifier les erreurs de paie.

Prise en main d'outils de gestion des finances

Les salariés ont aussi commencé à utiliser des applications pour faciliter la gestion de leurs finances. Là encore, les jeunes de 18 à 24 ans se détachent de leurs aînés. Près d'un tiers d'entre eux utilisent désormais des outils pour gérer leur budget contre seulement un sur cinq des salariés de plus de 45 ans. La crise a mis en lumière ces Français qui souffrent de difficultés financières. En effet, si ces salariés font de plus en plus attention à leurs finances c'est aussi parce que certains peinent à gérer leur trésorerie entre le jour de la paie et l'échéance de leurs factures. Près d'un jeune sur cinq évoque ainsi cette problématique. Une difficulté partagée également par trois salariés sur dix issus du secteur des Médias et 22% des freelances, intérimaires ou CDD.

«Le bulletin de paie est le premier vecteur de communication entre l'entreprise et le collaborateur.»

« La crise sanitaire a replacé la question de la paie au centre du jeu. Les défis étaient colossaux pour les entreprises entre les ruptures de compétences, l'inflation d'évolutions légales ou les systèmes qui ne fonctionnaient pas à distance... Or, le bulletin de paie est le premier vecteur de communication entre l'entreprise et le collaborateur. En temps normal, la paie est ainsi une évidence ; en cas d'erreur ou de retard, les impacts sur la productivité, la situation financière ou la santé des personnes peuvent être majeurs. Sans parler de l'image de marque de l'entreprise. Il est donc temps de porter un nouveau regard sur la paie. Alors qu'elle n'était considérée que comme un processus chronophage et complexe, la paie doit avant tout être juste en temps et en heure quelles que soient les circonstances. Cela passe par

Ecrit par le 17 février 2026

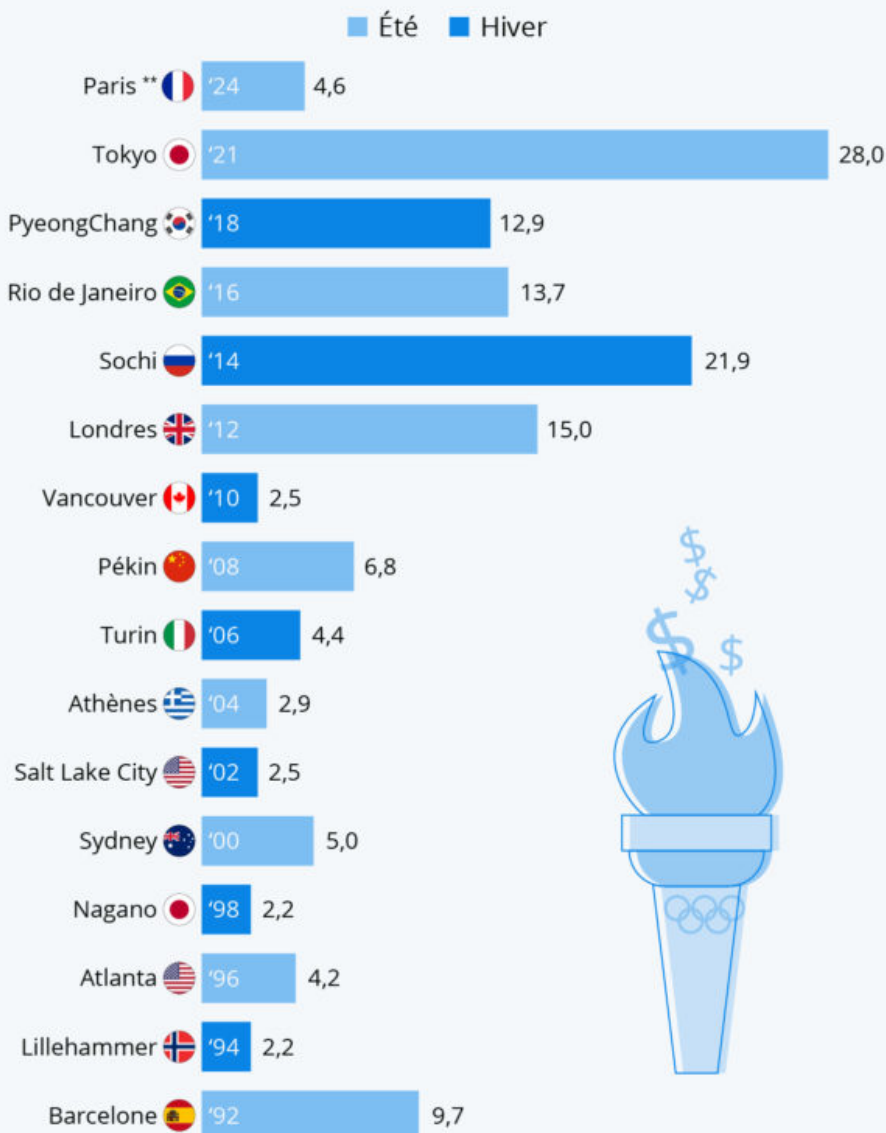
une phase de transformation, par exemple en adoptant des processus numériques pour assurer des gains de temps, d'efficacité et d'agilité. De plus, les technologies déployées par un partenaire comme ADP peuvent aujourd'hui faire bénéficier les entreprises de données et d'analyses précises : la paie peut ainsi devenir un atout stratégique pour les DRH, donc un véritable outil de performance au service de l'entreprise » commente Carlos Fontelas de Carvalho, président d'ADP en France et en Suisse.

Les Jeux olympiques : un budget difficile à maîtriser

Ecrit par le 17 février 2026

Le coût des Jeux Olympiques

Coûts d'organisation des Jeux Olympiques depuis 1992, en milliards de dollars *



* En dollars de 2015, excepté pour PyeongChang (2018), Tokyo et Paris (2021). Les chiffres pour Tokyo sont une estimation.

** Estimation (en date de décembre 2020).

Sources : Nikkei, Asahi, Les Echos, Forbes and Flyvbjerg et al. via Play the Game



statista

Ecrit par le 17 février 2026

Alors que les [Jeux Olympiques de 2020](#) viennent de débiter dans le contexte d'augmentation des cas de Covid-19, le Japon a enregistré en moyenne 3 000 cas par jour cette semaine alors que seuls un peu plus de 20% des Japonais sont complètement vaccinés à ce jour. L'événement devrait désormais se dérouler à huis clos, ce qui représente un coup dur pour le public et les organisateurs après un travail et des investissements massifs. Cette édition des Jeux est hélas [de plus en plus impopulaire](#) au Japon et à travers le monde.

Si accueillir les [Jeux Olympiques](#) est toujours un honneur pour les pays organisateurs en temps normal et offre des perspectives de retombées économiques, les coûts liés à l'organisation de l'événement sont eux beaucoup moins réjouissants. Les [précédentes éditions des JO](#) ont montré qu'un [dépassement du budget prévu initialement](#) est presque inévitable et sont quasiment devenu la norme pour les villes hôtes.

Dans le cas de Tokyo, on estime que le report des Jeux d'un an en raison de la pandémie a coûté au Japon 2,8 milliards de dollars, dont les deux tiers ont été payés par des fonds publics. Cela s'ajoute à un projet dont le budget avait déjà été largement dépassé. Lorsque la capitale japonaise a remporté les Jeux olympiques en 2013, le comité de candidature prévoyait une facture finale de 7,3 milliards de dollars. Celle-ci fut revue à la hausse à 12,6 milliards de dollars en décembre 2019 avant le report, puis à 22 milliards de dollars. Selon les journaux financiers Nikkei et Asahi, le coût final de l'organisation des Jeux Olympiques s'élèvera en réalité à 28 milliards de dollars. Si le montant de la facture se confirme, cela ferait des JO d'été de Tokyo les plus chers de l'histoire récente.

Selon Les Echos, le budget révisé des [JO de Paris-2024](#), initialement bâti en 2016, augmentait de 2,5 %, à 4,6 milliards de dollars (3,9 milliards d'euros) en décembre 2020. Cette progression résultait pour l'essentiel d'une légère hausse (71 millions d'euros) de la contribution du Comité olympique international (CIO), laquelle avoisine désormais 1,2 milliard d'euros. Toutefois, une nouvelle revue des risques de surcoûts engendrés par la crise du Covid-19 reste également probable.

De Claire Jenik pour [Statista](#)